



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/AC.26/1999/12
24 juin 1999

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION D'INDEMNISATION DES NATIONS UNIES
CONSEIL D'ADMINISTRATION

SIXIÈME RAPPORT PRÉSENTÉ PAR LE SECRÉTAIRE EXÉCUTIF EN APPLICATION
DE L'ARTICLE 41 DES RÈGLES PROVISOIRES POUR LA PROCÉDURE RELATIVE
AUX RÉCLAMATIONS : CORRECTIONS À APPORTER AU MONTANT
D'INDEMNITÉS ACCORDÉES AU TITRE DE RÉCLAMATIONS

1. En application de l'article 41 des Règles provisoires pour la procédure relative aux réclamations (S/AC.26/1992/10) ("les Règles"), le présent rapport porte sur les corrections à apporter aux indemnités accordées au titre de réclamations de la catégorie "A".

2. Comme indiqué dans les précédents rapports de ce type présentés par le Secrétaire exécutif ¹, ces corrections sont en règle générale signalées par les comités de commissaires dans les rapports et recommandations qu'ils adressent au Conseil d'administration. Étant donné toutefois que le Comité de commissaires chargé des réclamations de la catégorie "A" a achevé ses travaux et ne se réunit plus, le Secrétaire exécutif adresse directement au Conseil d'administration les corrections concernant le montant d'indemnités accordées au titre de réclamations de la catégorie "A".

3. Il est recommandé de corriger comme suit les montants d'indemnités accordées au titre de réclamations de la catégorie "A".

¹S/AC.26/1997/2, S/AC.26/1997/4, S/AC.26/1998/5, S/AC.26/1998/9 et S/AC.26/1998/14.

I. RÉCLAMATIONS DE LA CATÉGORIE "A" CONCERNANT
LES MEMBRES D'UNE FAMILLE

4. Ainsi qu'il a été signalé dans la note d'information présentée au Conseil d'administration à sa trente et unième session, tenue du 15 au 18 mars 1999, la Commission a effectué une recherche informatique parmi toutes les réclamations de la catégorie "A" afin de recenser les requérants dont les formulaires de réclamation contenaient des renseignements d'ordre familial, mais auxquels ont été allouées des indemnités correspondant à des réclamations individuelles. Cette recherche a fait apparaître que 7 560 réclamations émanant de 46 gouvernements et organisations internationales contenaient des renseignements quant aux membres de la famille qui accompagnaient le requérant. Un sondage des formulaires de réclamation correspondants a révélé que des erreurs de saisie avaient été faites concernant toutes les réclamations de ce type au moment où les données figurant dans ces formulaires (papier) avaient été mises sur disquette. En conséquence de quoi, les 7 560 requérants ainsi recensés auraient dû recevoir l'indemnité prévue pour une famille et non pas celle pour une personne.

5. Compte tenu de ce qui précède, les indemnités accordées au titre de ces 7 560 réclamations devraient être majorées, passant du montant prévu pour une personne à celui pour une famille. Les corrections à apporter au montant des indemnités accordées sont incluses dans le montant total de l'indemnité recommandée, après correction (voir la section IV).

II. RECOUPEMENT ENTRE LES RÉCLAMATIONS DE LA CATÉGORIE "A" (MONTANT
SUPÉRIEUR) ET LES RÉCLAMATIONS DES CATÉGORIES "B", "C" et "D"

6. La décision 21 du Conseil d'administration (S/AC/26/Dec.21 (1994)) dispose que "tout requérant ayant choisi le montant supérieur au titre de la catégorie 'A' (US\$ 4 000 ou US\$ 8 000) et ayant également présenté une réclamation au titre des catégories 'B', 'C' ou 'D' sera réputé avoir choisi le montant inférieur correspondant à la catégorie 'A'". La Commission a récemment mené à bien un programme de vérification renforcée par recouplement entre catégories qui lui permet de vérifier les données relatives aux réclamations de diverses catégories. En outre, elle a achevé la saisie des données relatives à toutes les réclamations des catégories "C" et "D". Elle peut donc maintenant appliquer le programme de vérification "A" (montant supérieur) à toutes les données disponibles concernant les réclamations des catégories "B", "C" et "D" afin de recenser les requérants qui avaient choisi le montant supérieur au titre de la catégorie "A" et avaient également présenté une réclamation dans les autres catégories précitées. Conformément à la décision 21, l'indemnisation envisagée dans ces cas devra être ramenée au montant inférieur.

7. Dans le cadre de la première série de paiements, un montant initial de US\$ 2 500 a été versé pour chaque requérant de la catégorie "A" ayant obtenu gain de cause. Comme la Commission se prépare à entreprendre la deuxième série de paiements, il importait de recenser tous les requérants qui ont réclamé le montant supérieur au titre de la catégorie "A" mais qui, du fait qu'ils ont présenté une réclamation dans d'autres catégories, n'ont pas droit à recevoir plus que les US\$ 2 500 qui ont déjà été distribués. Dans le présent rapport, les résultats de la vérification opérée ne portent que sur

les réclamations "A" pour lesquelles une indemnisation avait été accordée dans le cadre des première et deuxième tranches. Il sera rendu compte des résultats du programme de vérification "A" (montant supérieur) pour les tranches restantes dans un rapport au titre de l'article 41 qui sera présenté au Conseil à sa trente-troisième session, en septembre 1999.

8. Dans les cas où il a été constaté que des requérants de la catégorie "A" avaient choisi le montant supérieur et avaient également présenté une réclamation dans d'autres catégories, l'indemnisation envisagée a été révisée à la baisse conformément à la décision 21. Le programme de vérification "A" (montant supérieur) a permis de déceler au total 2 244 réclamations émanant de 24 gouvernements et organisations internationales. Le montant révisé des indemnités octroyées a été pris en compte dans le montant total de l'indemnité recommandée, après correction (voir la section IV).

III. RÉCLAMATIONS PRÉSENTÉES EN DOUBLE DANS LA CATÉGORIE "A"

9. Ayant achevé la saisie des données relatives aux réclamations des catégories "C" et "D", et comme suite à l'application du programme de vérification renforcée par recoupement, la Commission a pu détecter un certain nombre de réclamations présentées en double dans la catégorie "A", qui n'avaient pas été repérées auparavant. Il a été constaté que 953 réclamations émanant de 19 gouvernements avaient été présentées en double. Ce total comprend les réclamations en double qui ont été signalées par des gouvernements. Les réclamations présentées en double ne devant pas donner lieu à indemnisation, le montant total des indemnités recommandées a été révisé en conséquence.

IV. MONTANTS DES INDEMNITÉS AU TITRE DE LA CATÉGORIE "A", APRÈS CORRECTION

10. Les montants globaux, après correction, des indemnités recommandées, par pays et par tranche de réclamations, s'établissent comme suit :

Corrections concernant la première tranche de réclamations

Pays ou organisation internationale	Montant total de l'indemnisation recommandé antérieurement (US\$)	Montant total de l'indemnisation recommandé, après correction (US\$)
Allemagne	271 500,00	270 000,00
Bahreïn	81 000,00	83 500,00
Bangladesh	17 746 000,00	17 689 000,00
Brésil	527 500,00	531 500,00
Égypte	61 334 000,00	61 476 000,00
États-Unis d'Amérique	887 000,00	888 000,00
Fédération de Russie	2 876 000,00	2 880 000,00
France	992 500,00	989 500,00
Inde	24 728 500,00	25 048 000,00

Pays ou organisation internationale	Montant total de l'indemnisation recommandé antérieurement (US\$)	Montant total de l'indemnisation recommandé, après correction (US\$)
Iran	590 500,00	580 500,00
Irlande	359 500,00	356 500,00
Koweït	17 348 500,00	17 344 000,00
Maroc	216 000,00	242 000,00
Nigéria	25 000,00	23 500,00
Norvège	18 000,00	20 500,00
Pakistan	12 221 000,00	12 099 500,00
Philippines	2 192 500,00	2 195 000,00
République de Corée	435 000,00	437 500,00
Roumanie	571 000,00	577 500,00
Royaume-Uni	819 000,00	821 500,00
Soudan	5 024 000,00	5 029 000,00
Sri Lanka	25 117 000,00	25 114 500,00
Syrie	576 000,00	575 500,00
Thaïlande	1 508 500,00	1 505 500,00
PNUD Jérusalem	286 500,00	283 500,00

Corrections concernant la deuxième tranche de réclamations

Pays ou organisation internationale	Montant total de l'indemnisation recommandé antérieurement (US\$)	Montant total de l'indemnisation recommandé, après correction (US\$)
Algérie	47 500,00	43 000,00
Autriche	49 000,00	53 000,00
Bahreïn	52 000,00	54 500,00
Bangladesh	51 519 000,00	51 329 500,00
Bosnie-Herzégovine	48 000,00	52 000,00
Canada	721 500,00	737 000,00
Chine	25 159 000,00	25 171 000,00
Égypte	142 529 000,00	142 560 500,00
Grèce	28 500,00	25 500,00
Inde	50 123 500,00	50 859 500,00
Iran	50 266 000,00	50 403 500,00
Italie	91 500,00	94 000,00

Pays ou organisation internationale	Montant total de l'indemnisation recommandé antérieurement (US\$)	Montant total de l'indemnisation recommandé, après correction (US\$)
Jordanie	96 425 000,00	94 184 500,00
Koweït	87 523 500,00	87 520 500,00
Maroc	68 000,00	77 000,00
Pakistan	19 819 000,00	19 526 500,00
Philippines	5 767 500,00	5 763 000,00
République de Corée	80 500,00	77 500,00
Royaume-Uni	168 500,00	172 500,00
Sénégal	89 500,00	86 500,00
Somalie	79 000,00	81 500,00
Soudan	14 464 500,00	14 458 500,00
Sri Lanka	77 278 500,00	77 298 500,00
Thaïlande	4 294 000,00	4 297 500,00
Tunisie	188 000,00	192 000,00
PNUD Washington	44 000,00	48 000,00
PNUD Yémen	57 500,00	57 000,00
HCR Bulgarie	11 500,00	14 000,00
HCR Genève	15 500,00	12 500,00

Corrections concernant la troisième tranche de réclamations

Pays ou organisation internationale	Montant total de l'indemnisation recommandé antérieurement (US\$)	Montant total de l'indemnisation recommandé, après correction (US\$)
Égypte	174 259 000,00	174 390 500,00
États-Unis d'Amérique	165 500,00	168 000,00
Inde	16 131 000,00	16 993 000,00
Iran	67 718 000,00	68 574 500,00
Jordanie	93 287 000,00	93 844 500,00
Koweït	104 627 000,00	104 632 000,00
Philippines	5 515 500,00	5 519 500,00
Soudan	11 927 000,00	11 947 000,00
Sri Lanka	52 441 000,00	52 409 000,00

Corrections concernant la quatrième tranche de réclamations

Pays ou organisation internationale	Montant total de l'indemnisation recommandé antérieurement (US\$)	Montant total de l'indemnisation recommandé, après correction (US\$)
Bahreïn	22 000,00	28 500,00
Bangladesh	52 759 500,00	52 835 500,00
Bosnie-Herzégovine	3 541 000,00	3 545 000,00
Bulgarie	1 817 000,00	1 821 000,00
Canada	434 500,00	439 500,00
Égypte	207 354 000,00	207 798 000,00
Éthiopie	171 500,00	192 500,00
Fédération de Russie	8 968 000,00	9 016 000,00
France	154 500,00	138 000,00
Inde	144 880 000,00	148 425 500,00
Iran	3 485 000,00	3 593 000,00
Italie	181 500,00	184 000,00
Jordanie	17 642 500,00	17 837 500,00
Liban	3 911 500,00	5 724 000,00
Maroc	135 500,00	140 500,00
Pakistan	22 808 000,00	22 851 500,00
Philippines	30 591 000,00	30 558 000,00
Roumanie	3 457 000,00	3 459 500,00
Somalie	509 000,00	515 500,00
Soudan	10 222 000,00	10 243 000,00
Sri Lanka	71 978 500,00	71 729 500,00
Syrie	26 352 000,00	26 612 500,00
Thaïlande	2 597 500,00	2 597 500,00
Turquie	6 302 000,00	6 297 000,00
Viet Nam	24 834 500,00	24 838 500,00
Yémen	25 565 500,00	25 645 000,00
HCR Canada	49 500,00	56 000,00
HCR Genève	28 000,00	30 500,00
UNRWA Gaza	466 500,00	690 000,00

Corrections concernant la cinquième tranche de réclamations

Pays ou organisation internationale	Montant total de l'indemnisation recommandé antérieurement (US\$)	Montant total de l'indemnisation recommandé, après correction (US\$)
Bangladesh	52 348 500,00	52 561 500,00
Bosnie-Herzégovine	3 528 000,00	3 528 000,00
Bulgarie	1 890 000,00	1 894 000,00
Canada	390 500,00	409 000,00
Chine	5 712 000,00	5 704 000,00
Égypte	217 009 000,00	217 268 500,00
Éthiopie	224 000,00	226 500,00
Ex-République yougoslave de Macédoine	967 500,00	971 500,00
Fédération de Russie	8 312 000,00	8 328 000,00
Inde	145 461 000,00	150 137 000,00
Iran	3 753 000,00	3 835 500,00
Italie	179 500,00	182 000,00
Jordanie	17 274 000,00	17 425 000,00
Liban	3 908 000,00	5 763 000,00
Maroc	105 500,00	108 000,00
Pakistan	23 178 000,00	23 185 000,00
Pologne	3 738 500,00	3 742 500,00
République fédérale de Yougoslavie	3 794 500,00	3 790 500,00
République tchèque	455 000,00	459 000,00
Roumanie	3 548 000,00	3 552 000,00
Royaume-Uni	1 306 000,00	1 311 000,00
Somalie	467 500,00	477 500,00
Soudan	38 662 000,00	38 721 500,00
Sri Lanka	72 551 500,00	72 105 000,00
Syrie	26 801 000,00	27 003 000,00
Thaïlande	10 563 000,00	10 631 000,00
Turquie	6 547 500,00	6 514 000,00
Yémen	29 181 000,00	29 208 500,00
PNUD Jérusalem	71 500,00	75 500,00
HCR Canada	59 000,00	64 000,00
UNRWA Gaza	541 000,00	754 000,00

Corrections concernant la sixième tranche de réclamations

Pays ou organisation internationale	Montant total de l'indemnisation recommandé antérieurement (US\$)	Montant total de l'indemnisation recommandé, après correction (US\$)
Australie	64 500,00	64 500,00
Bangladesh	66 182 000,00	66 288 500,00
Bosnie-Herzégovine	2 048 000,00	2 060 000,00
Brésil	616 500,00	619 000,00
Canada	51 000,00	67 000,00
Égypte	18 745 500,00	18 711 000,00
Éthiopie	90 000,00	94 000,00
Fédération de Russie	3 384 000,00	3 396 000,00
France	27 000,00	24 500,00
Inde	17 429 500,00	17 978 000,00
Iran	5 838 000,00	5 626 500,00
Italie	35 500,00	38 000,00
Jordanie	18 712 000,00	18 735 000,00
Koweït	17 173 000,00	17 166 500,00
Liban	410 000,00	540 000,00
Maroc	2 468 500,00	2 575 000,00
Pakistan	46 786 000,00	46 859 500,00
Philippines	61 012 000,00	60 951 000,00
République de Corée	61 000,00	63 500,00
Soudan	512 000,00	509 500,00
Sri Lanka	36 889 500,00	36 643 000,00
Syrie	5 218 500,00	5 285 500,00
Thaïlande	2 248 500,00	2 260 500,00
Tunisie	1 867 000,00	1 891 500,00
Turquie	1 300 500,00	1 566 000,00
Yémen	1 823 500,00	1 855 500,00
UNRWA Gaza	37 000,00	47 000,00

11. Compte tenu des corrections qui précèdent, les montants totaux révisés des indemnités recommandées, par tranche de réclamations, s'établissent comme suit :

Montants totaux révisés des indemnités recommandées pour les réclamations de la catégorie "A" :

<u>Tranche</u>	<u>Montant total des indemnités recommandé antérieurement</u> (US\$) ²	<u>Montant total des indemnités recommandé, après correction</u> (US\$)
Première	189 328 500,00	189 638 000,00
Deuxième	643 114 500,00	641 356 500,00
Troisième	531 696 500,00	534 103 500,00
Quatrième	732 579 500,00	739 203 000,00
Cinquième	782 481 000,00	789 889 000,00
Sixième	319 664 500,00	320 542 000,00

²Les montants indiqués dans cette colonne sont la somme des montants initialement approuvés par le Conseil d'administration dans ses décisions 22, 28, 29, 31, 33 et 38 (S/AC.26/Dec.22 (1994), S/AC.26/Dec.28 (1995), S/AC.26/Dec.29 (1995), S/AC.26/Dec.31 (1995), S/AC.26/Dec.33 (1995) et S/AC.26/Dec.38 (1996)), et des corrections approuvées ultérieurement par le Conseil d'administration dans ses décisions 42, 44, 51, 54 et 57 (S/AC.26/Dec.42 (1997), S/AC.26/Dec.44 (1997), S/AC.26/Dec.51 (1998), S/AC.26/Dec.54 (1998) et S/AC.26/Dec.57 (1998)).